

# Supporterres

Le magazine de SOS Faim rédigé par ses volontaires



Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles

**Trimestriel N°13**  
**Septembre 2020**

N°d'agrément  
P601176

A vibrant photograph of a tropical forest. A clear stream flows through the center of the frame, surrounded by dense green foliage, including large ferns and moss-covered rocks. Sunlight filters through the trees, creating a dappled light effect on the forest floor.

## Forêts à vendre, forêts à défendre

# La forêt et la vie

**Aujourd'hui, lorsqu'on évoque les forêts, on pense presque immédiatement à l'Amazonie en feu, victime d'une agriculture industrielle toujours plus gourmande en terres fertiles. Et le désastre est en effet colossal : entre 2010 et 2015, près de 45 millions d'hectares de forêt ont disparu dans le monde. Mais la forêt n'est pas seulement la victime collatérale d'une consommation de viande qui explose. Depuis plusieurs années, elle suit le chemin de l'agriculture, celui d'un secteur productif rentable et à rentabiliser au maximum.**

Vous découvrez Supporterres et souhaitez le recevoir gratuitement ?  
Écrivez-moi à :  
[ghi@sosfaim.org](mailto:ghi@sosfaim.org)

**SOS Faim asbl**  
Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles  
T 02 548 06 70  
[www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)

CCP : BE83 0000 0000 1515  
BIC : BPOTBEB1

E.R. > Olivier Hauglustaine  
Illustration de couverture > Shutterstock  
Design > yellowstudio.be

Réalisé avec le soutien de  
 **Belgique**  
partenaire du développement



souvent davantage de « plantations d'arbres » avec comme objectif une production à marche forcée bien loin du rôle environnemental, de la réserve de biodiversité et du temps des forêts.

Et bien loin, aussi, de leurs liens aux hommes. Car au milieu des forêts, il y a des hommes et des femmes. Ceux qui contribuent malgré eux à la déforestation parce que les forêts sont leur seul moyen d'assurer leur subsistance. Ceux qui utilisent et affinent sans cesse les techniques d'agroforesterie et de sylvopastoralisme. Ceux pour qui les forêts sont porteuses d'une signification mystique, offrent un lieu de loisirs ou fournissent de quoi se guérir. Ceux qui consacrent leur énergie à sauver, restaurer, protéger un bien qui, par ce qu'il nous apporte, nous est commun à tou.te.s.

Et puis, il y a nous. Nous qui pouvons agir, aussi, en réduisant notre « déforestation importée » : consommer moins de viande, suivre les certifications pour s'assurer que le bois pour les meubles ou le papier que nous utilisons vient de forêts gérées durablement, mettre la pression sur les décideurs politiques pour que les réglementations à tous niveaux soient ambitieuses, contraignantes et efficaces. Dans une forêt, on voit, on entend, on sent, on goûte et on touche la vie. Préservons-la.

**Géraldine Higel**

Rédactrice en chef de Supporterres



## SOMMAIRE

<b>Nos moments phares</b> — "Tic Tac... Début du Festival Alimenterre dans quelques jours !" .....	3
<b>On prend la température</b> — "Le CENADEP et le Réseau Ressources Naturelles, gardiens des forêts congolaises" .....	4
<b>Voix du sud</b> — "Des forêts partout menacées, des communautés locales engagées" .....	6
<b>En un clic</b> — "Les forêts, un bien commun menacé" .....	8
<b>Grand angle</b> — "En Côte d'Ivoire, des forêts communautaires pour un défi de taille" .....	10
<b>Focus</b> — "Sahel - Agroforesterie : une solution pour les agriculteurs face aux changements climatiques" .....	14
<b>Notre regard sur</b> — "Contre la déforestation, agir sur le terrain et réduire l'impact européen" .....	15



# Tic Tac... Début du Festival Alimentterre dans quelques jours !

Cette année, l'équipe du Festival Alimentterre a dû se dépasser pour s'adapter au contexte et vous proposer une 12<sup>ème</sup> édition aussi enthousiasmante que sanitaire sûre.

Au programme, ce qui fait la spécificité du Festival : une sélection de dix films documentaires percutants et des débats en présence de leaders paysan-ne-s et des spécialistes du monde agricole pour avancer sur le chemin d'une agriculture et d'une alimentation plus justes et durables.

Mais aussi une nouvelle édition du Forum des Alternatives, avec un Greenwashing Tour un peu alternatif, un débat sur la relocalisation et des alternatives concrètes à découvrir pour passer à l'action. Et, toujours, une ambiance conviviale et festive avec des lieux pour se retrouver et trois soirées musicales, notamment en ouverture et en clôture.

## Et cette année plusieurs nouveautés réjouissantes !

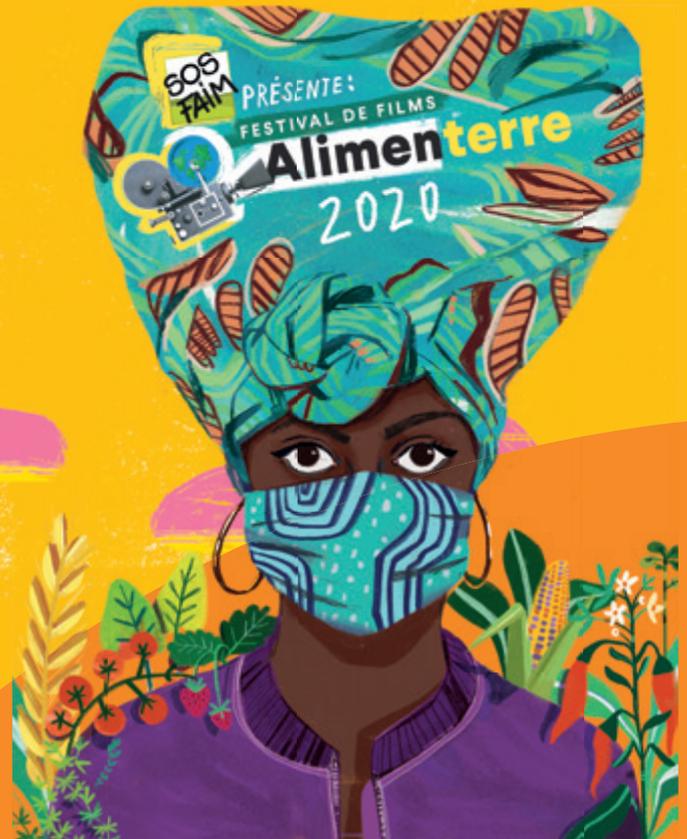
- ⊙ **Le lieu**, d'abord, puisque l'édition bruxelloise prend ses quartiers au **SeeU**, plus grande occupation temporaire de Belgique et bouillonnante de projets porteurs de créations et d'innovations sociétales.
- ⊙ **Un documentaire sonore en écoute collective** suivi d'un atelier sensoriel autour des abeilles et de l'apiculture, pour s'immerger au sein du Vivant et solliciter tous les sens.
- ⊙ **La découverte des finalistes du concours de courts-métrages « Champ libre »** et, bien sûr, de leur film, leur regard personnel sur la terre nourricière.
- ⊙ **Des créations sonores** pour réveiller les sens, changer de perspectives et nourrir l'imaginaire.

Rendez-vous  
du 7 au 11 octobre  
à Bruxelles,  
au SeeU.

Et pour les Wallons,  
cette année aussi,  
ce sont plusieurs  
projections tout au  
long du mois.

Save the dates !

LIÈGE > 13 | 14 | 15 | 16 OCTOBRE  
MONS > 14 | 16 OCTOBRE  
ARLON > 15 OCTOBRE  
NAMUR > 20 | 21 | 22 OCTOBRE  
OTTIGNIES-LLN > 28 | 29 OCTOBRE  
CHARLEROI > 29 OCTOBRE



RETROUVEZ LE PROGRAMME,  
LES ANIMATIONS, LES CONCERTS,  
LES SURPRISES ET LES INFORMATIONS  
PRATIQUES SUR LE SITE  
**WWW.FESTIVALALIMENTERRE.BE**  
ET SUR LES PAGES **FACEBOOK** ET **INSTAGRAM**  
DU FESTIVAL ALIMENTERRE.

**FOCUS** : en lien avec le thème de ce numéro,  
rendez-vous en dernière page pour un entretien  
avec François-Xavier Drouet, réalisateur  
du film « Le temps des forêts » qui sera  
projeté le 11 octobre.



© SOS Faim



PARTENAIRE

# Le CENADEP et le Réseau Ressources Naturelles, gardiens des forêts congolaises

**La République Démocratique du Congo des années 2000 fait rêver : la fin de la guerre, une perspective de paix et une nouvelle marche, celle vers les premières élections libres après plus de 40 ans d'indépendance.**

**La démocratie semble enfin possible. Le pays est sur le devant de la scène : le regard du monde est fixé sur lui. C'est dans ce contexte que le CENADEP voit le jour en septembre 2000 et, à sa suite, quelques années plus tard en 2002, le Réseau Ressources Naturelles, dans un contexte déjà moins favorable.**

## ► LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

Le CENADEP (Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire) naît de l'espoir d'un nouvel état de droit et de justice sociale – sentiment partagé par divers acteurs de la société civile : il appelle la population à se mobiliser, à revendiquer ses droits et à faire des ressources naturelles du pays un levier de développement. En effet, la République démocratique du Congo dispose d'immenses richesses naturelles : des minéraux, du gaz et du pétrole, mais aussi du bois (deuxième massif forestier tropical au monde).

Mais ce qui aurait pu être un instrument de relance économique et de stabilisation est devenu, entre des mauvaises mains, une arme d'injustice sociale. C'est le paradoxe congolais : près de 70 % de la population vit sous seuil de pauvreté, ce qui en fait l'un des pays les plus pauvres au monde. Au menu, insécurité, corruption et mauvaise gouvernance : l'accaparement des terres et des espaces de vie, souvent avec titres fonciers illégaux, constitue malheureusement une pratique commune.

Partenaire de SOS Faim depuis 2006, le travail du CENADEP a porté ses fruits, notamment avec la création de la fédération paysanne FOPAKO et la mise en place du Programme de Développement Intégré du Bas-Fleuve (PDIBF), qui prône l'agriculture familiale comme réponse à la pauvreté et à l'insécurité



## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

alimentaire. Le Centre participe également à la définition de politiques de développement et à l'accompagnement technique et institutionnel des organisations paysannes locales.

### LES COMMUNAUTÉS LOCALES AU CENTRE

Mais c'est dans ce contexte difficile que le Réseau Ressources Naturelles (RRN) voit le jour en 2002. Coordonné depuis Kinshasa, le RRN est une plate-forme de 256 organisations environnementales et de droits humains actives dans 11 provinces du pays. Il a pour mission la défense des intérêts des communautés locales devant les instances nationales et internationales.

« La paix étant toujours fragile, la démocratie balbutiante, les droits économiques et sociaux des populations non accomplis, les pillages des ressources non arrêtés, nous conservons et consolidons notre mission » regrette Danny Singoma, secrétaire général du CE-NADEP.

Fortement voulu par le Centre, le Réseau accorde à la société congolaise un rôle actif dans la lutte contre les pratiques illégales et dans la gestion durable des ressources naturelles. Cela doit passer par la sensibilisation de la population à un changement de paradigme – à savoir que la culture itinérante, bien que seul moyen de subsistance pour certains, participe aussi à la déforestation.

La pauvreté y joue également un rôle crucial : il suffit de penser à l'électricité, absente dans beaucoup de ménages, ce qui oblige à se tourner vers le feu de bois. Ce n'est pas un choix mais une nécessité.

Selon Danny Singoma, « les agents forestiers ne doivent pas être des agents de tracasserie mais plutôt proches des communautés, pour

## ON PREND LA TEMPÉRATURE



un changement de mentalité. Il est important de promouvoir l'agroforesterie communautaire et favoriser le développement d'unités semi industrielles de transformation du bois, par exemple pour la production locale de papier ».

### UN CHEMIN SEMÉ D'EMBÛCHES ET PARSEMÉ DE SUCCÈS

Son infatigable activité de plaidoyer lui a déjà valu quelques victoires : notamment le vote d'un Code forestier, la révision des contrats miniers léonins et un moratoire sur la délivrance des titres de concession forestiers. De la même façon, le RRN a su s'affirmer comme partenaire de l'État dans la gestion des changements climatiques.

Pour en arriver là, le collectif a dû surmonter pas mal d'obstacles : faute de moyens, il a dû faire des choix. Cependant, Danny Singoma reste confiant : l'implication de tous pourrait changer la donne.

« Il est important que les communautés locales soient vraiment associées et impliquées dans l'architecture structurelle, et non par simple reconnaissance tacite. Et les médias doivent relayer leurs revendications – souvent étouffées par les autorités et les investisseurs industriels, qui ont les moyens de plus se faire entendre ».

La route est longue et tortueuse, mais si l'homme apprend de ses erreurs, à vivre en harmonie avec la forêt et à la respecter, alors les générations à venir auront une chance d'inverser la tendance et imposer un nouveau paradigme : une nature mère, qui nourrit ses enfants, les aide à grandir et accomplir leur vrai destin.

Dieyenaba Faye  
Volontaire



### EN RDC :

**60%**  
DU TERRITOIRE EST  
COUVERT DE FORÊT

**PLUS DE :**  
**10 000** TYPES DE PLANTES  
**600** ESSENCES DE BOIS  
**1 000** ESPÈCES D'OISEAUX  
**400** ESPÈCES DE MAMMIFÈRES  
**280** ESPÈCES DE REPTILES

**DE 1990 À 2015 :**  
**-311 000 HECTARES**  
DE FORÊT PAR AN



# DES FORÊTS PARTOUT MENACÉES, DES COMMUNAUTÉS LOCALES ENGAGÉES



## JEAN GOEPP

**Fondateur et directeur de Nebeday**  
• SÉNÉGAL •

### Quelle est la principale pression qui s'exerce sur les forêts sénégalaises actuellement ?

La raison première de ces prélèvements est le besoin de la population en bois de chauffe et en charbon de bois. Aussi, les Chinois installés en Gambie sont demandeurs d'essences nobles mettant ainsi une pression sur nos forêts.

### Quelles sont les stratégies mises en place afin de remédier à cette problématique ?

Nebeday développe un bio-combustible à base de paille qui se substitue au charbon de bois. Nous menons aussi, chaque année, l'opération 1 million d'arbres pour lancer des reboisements massifs afin de contrer la déforestation.

### Quelle est la place donnée aux populations locales dans ces stratégies ?

Ces populations sont le secret pour remédier à la déforestation massive. Il faut que tous les citoyens se lancent dans la plantation d'arbres et dans l'utilisation de combustibles de substitution.

Pour ce faire, nous menons des campagnes de ciné-débats afin de mobiliser les populations. Nous sommes aussi actifs dans les écoles où nous touchons 10 000 enfants avec pour but de former les écocitoyens de demain.

On aide aussi les pépiniéristes en les formant et en achetant leurs arbres. Pour les semences sauvages, on travaille avec les populations. Elles collectent les graines et nous les leur rachetons ensuite.

Il y a également des gens, dans différentes localités, qui nous connaissent, qui veulent se mettre à planter. Autant que possible, on essaie de répondre à leurs demandes en les accompagnant.



## LIZANDRO CHILA

**Consultant pour les organisations liées à la mangrove**  
• EQUATEUR •

### Comment la mangrove peut-elle résister durablement à la pression démographique sur son écosystème ?

Dans les communautés, la génération d'outils permettant la production durable de ressources, tels que « l'accord d'utilisation durable et de conservation des mangroves », a donné de bons résultats ces dernières années en contribuant à réduire la pression sur l'écosystème. En coordination avec les organisations, ils aident à avoir une gestion intégrée de la zone de concession des mangroves et génèrent également une gouvernance à tous les niveaux pour la protection des zones de conservation.

Il faudrait également donner une valeur ajoutée aux produits extraits



## FRANÇOIS BAAR

Gestionnaire forestier

• BELGIQUE •

des zones, générer un système de taille et de poids pour la pêche et la récolte mais aussi renforcer les jardins familiaux et les élevages de volaille pour que les familles ne dépendent plus entièrement des mangroves.

Enfin, il faudrait aussi améliorer la coordination entre les institutions responsables de la production agricole et du contrôle de l'environnement, pour un meilleur entretien des zones de mangrove.

### Le rôle des jeunes et des femmes dans la promotion de la protection des mangroves est-il valorisé ? Comment ?

Oui, le rôle des jeunes et des femmes a été une constante, un « plus » important dans la dynamique de socialisation et de sensibilisation à la protection de la mangrove. Nous pensons que nous, les jeunes, sommes capables de travailler main dans la main avec les autorités et les organisations pour nous approprier davantage ce qui est, pour nous, la plus importante industrie de notre canton.

Les femmes ont été et sont nos guerrières, toujours en lutte dans la défense des mangroves depuis leurs débuts jusqu'à aujourd'hui.



ceux d'intérêt biologique et les sols, est lentement mise en place. Ce type de gestion montre un niveau de biodiversité, de production de bois de qualité et de résilience supérieur au système intensif. Ce sont des forêts qui, en outre, captent plus de CO<sub>2</sub>. La labélisation forestière pourrait aider à gérer encore mieux les forêts si les contraintes étaient revues à la hausse.

### Quelles sont les freins à la mise en place d'une gestion plus durable des forêts ?

Les intérêts privés et particuliers et les mentalités influencent les propriétaires, les gestionnaires et le politique à pratiquer une gestion des forêts en peuplements artificiels, peu diversifiés et coupés entièrement une fois arrivés à maturité financière.

L'importance de la chasse empêche également les gestionnaires et propriétaires d'avoir de réels moyens pour réguler le gibier afin d'atteindre l'équilibre permettant un développement optimum de l'écosystème forestier.



### Quelles sont les stratégies mises en place afin de remédier à cette problématique ?

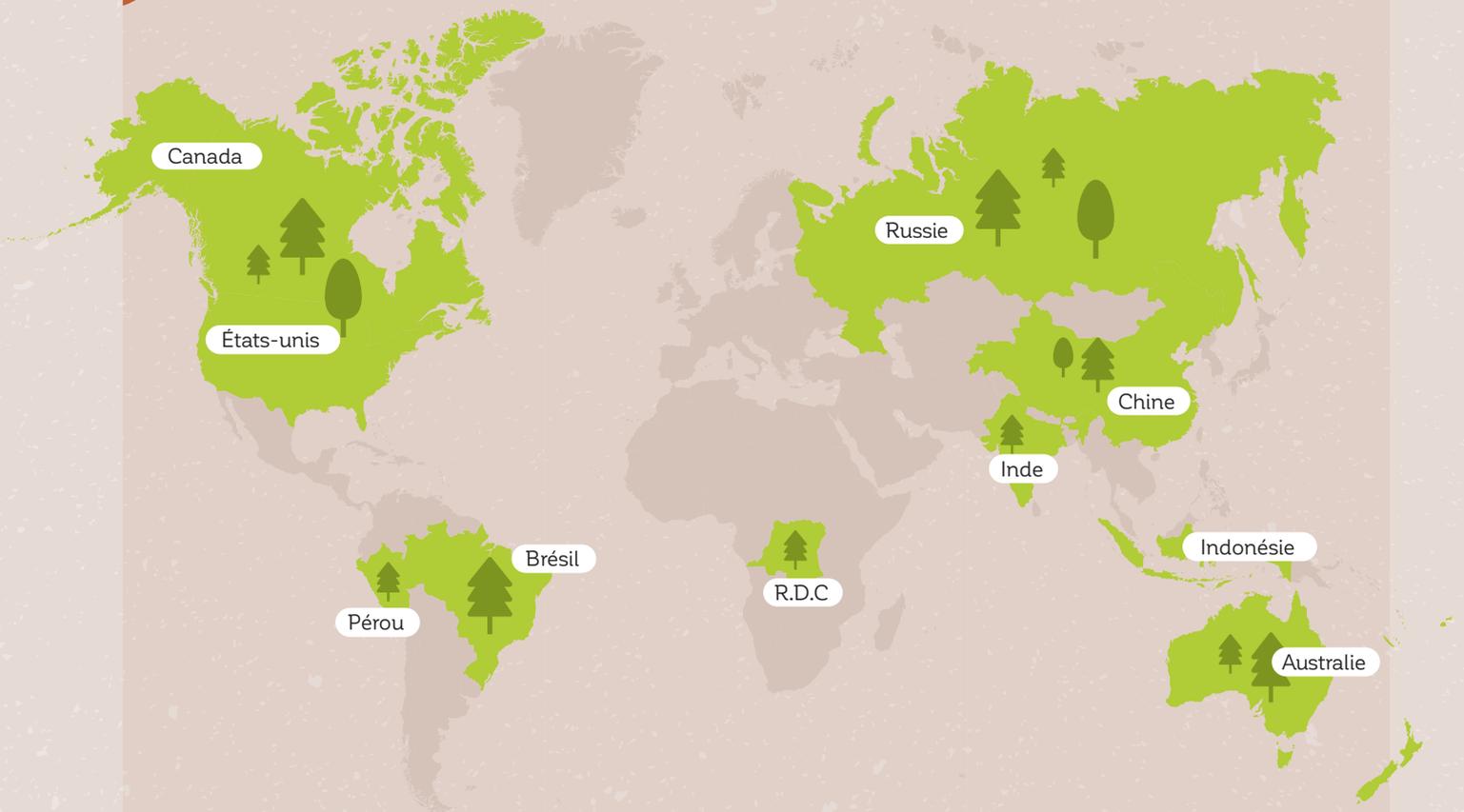
Une politique de sensibilisation à la gestion des forêts en peuplements naturels irréguliers, mélangés et diversifiés, protégeant les arbres morts,

Bastien Dullier  
Stagiaire



# Les forêts, un bien commun menacé

## Les forêts dans le monde et en Belgique



Milieu du 19<sup>e</sup>



Aujourd'hui



- 1 milliard d'hectares

En Belgique, 23% du territoire.





## Les services rendus



### Substance

**1.6 milliards de personnes** dépendent des forêts pour assurer leur subsistance



### Biodiversité

les forêts abritent **80% des espèces d'animaux**, de plantes et d'insectes de la planète



### Environnement

la biomasse forestière constitue le **2<sup>e</sup> puit de carbone** dans le monde



### Divers

bois de chauffage, plantes médicinales, lieu de promenade, rites religieux...

## Les menaces

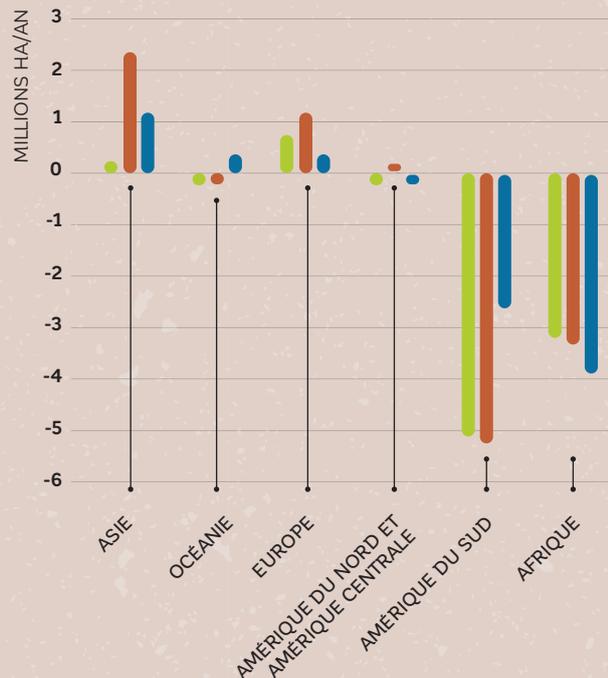
L'agriculture industrielle est responsable de **40%** de la déforestation



**50%** du bois vendu dans les pays du bassin du Congo est d'origine illégale



Variation nette de la superficie forestière par région



# En Côte d'Ivoire, des forêts communautaires pour un défi de taille

**En Afrique de l'Ouest, la forêt dite « guinéenne », d'une superficie actuelle d'environ 100 000 km<sup>2</sup>, s'étend sur onze pays allant de la Guinée au Cameroun, en passant par la Côte d'Ivoire. Zone extrêmement riche en diversité végétale et animale, elle subit pourtant de plein fouet les pressions anthropiques : en 50 ans, elle a perdu 90% de sa superficie originelle. L'agriculture familiale est parmi l'une des principales causes de cette déforestation. Peu outillée et peu rémunérée, serait-elle intrinsèquement incompatible avec la préservation des forêts et la biodiversité ?**

## ► **UNE MONOCULTURE DE RENTE PLUTÔT QUE DES FORÊTS**

En Côte d'Ivoire, où les forêts sont passées de 16,5 millions d'hectares au début du XX<sup>ème</sup> siècle à 3,4 millions en 2015, le cacao à lui seul est responsable de 25% de la déforestation du pays au cours des 25 dernières années. Or, cette culture offre du travail à plus d'un million de personnes dont 98% sont des petits producteurs.

Que ce soit avant ou après la décolonisation, le pouvoir en place a longtemps mené une politique de développement



de cette culture de rente à des fins d'exportation, notamment en dérégulant la propriété foncière au profit de ceux qui mettent la terre en valeur, c'est-à-dire ceux qui remplacent la forêt par des plantations. Cependant, si l'exploitation du bois d'œuvre faisait également partie de la stratégie du pouvoir, elle n'a jamais fait l'objet d'une politique commune avec l'agriculture. Les paysans n'étaient pas propriétaires des arbres forestiers présents dans leurs plantations, ils appartenaient à l'Etat : ce sont des exploitants forestiers, habilités par l'Etat, qui pouvaient les couper et les vendre, quand bien même cela endommageait les plantations. Les producteurs avaient donc tout intérêt à supprimer les arbres de leurs parcelles, si bien qu'au début des années 2000, près de 90% du verger cacaoyer ivoirien était dans un état proche de la monoculture.

## ► **UNE RÉAPPROPRIATION CLANDESTINE PAR LES PAYSANS**

En 2014, une révision du Code forestier a permis de lier la propriété de l'arbre au propriétaire de la terre et non plus à l'Etat. Mais cette mesure n'a eu encore que peu d'effets en pratique : seules 4% des terres sont attribuées à un propriétaire légal au niveau national du fait des coûts prohibitifs des procédures que les paysans ne peuvent pas supporter.

Mais en parallèle, alors que la demande nationale est en croissance, la production du secteur industriel plafonne, ouvrant la porte au développement d'une filière artisanale informelle depuis dix ans. Cette exploitation clandestine du bois permet aux paysans de retrouver le pouvoir décisionnel de l'abattage des arbres sur une terre et une ressource qu'ils considèrent comme la leur. En outre, non seulement le sciage à façon (transformation de l'arbre en planches réalisée sur place à l'aide d'une tronçonneuse) limite les



risques de dégradation des cultures mais cette activité clandestine entraîne également un regain d'intérêt pour le bois dans les villages et crée des emplois pour des scieurs, des menuisiers, des charpentiers ou des charbonniers.

## ► L'AVÈNEMENT DES FORÊTS COMMUNAUTAIRES ?

Sur le terrain, les pratiques évoluent : ainsi, par exemple, une initiative d'une ONG ivoirienne, soutenue par le ministère du Développement durable, a permis de planter 100 ha en cohabitation avec les cultures vivrières de sorte que les femmes tirent un revenu de cette reforestation. De même,

communautés locales et des populations autochtones.

Car en la matière, la Côte d'Ivoire est à la traîne. On sent pourtant un frémissement depuis 2019, avec l'adoption, en février, d'une nouvelle stratégie forestière très ambitieuse qui vise le reboisement de 6 millions d'hectares d'ici 2030 et un taux de couverture forestière d'au moins 20% du territoire, en s'appuyant notamment sur l'agroforesterie. A la suite, en juillet, l'adoption d'un nouveau Code forestier prévoit expressément non seulement d'associer les populations à la gestion des forêts, notamment pour l'amélioration de leurs revenus et en tenant compte de leurs droits individuels et collectifs mais également de promouvoir la création des forêts communautaires.



le Mont Nimba et la réserve qui l'entoure, à l'ouest du pays, sont aujourd'hui une référence en matière de préservation de la nature, grâce à la volonté des riverains. C'est un mélange de sensibilisation et de formation, notamment des femmes et des jeunes, qui permet d'avancer sur le chemin d'une meilleure gestion des forêts avec et au bénéfice des

**Pour le responsable de la réserve du Mont Nimba,**  
**« Si [la réserve] est mieux conservée aujourd'hui, c'est grâce aux riverains, qui constituent le premier maillon de sécurité de la réserve. Ils ont compris le bien-fondé de cette conservation. »**  
**A l'Etat, maintenant, d'honorer cette nouvelle stratégie et de leur redonner tout leur place.**

**Briec Plas**  
Volontaire  
**Géraldine Higel**  
Rédactrice





# PLANTATIONS FORESTIÈRES, FAUT-IL REBOISER À TOUT PRIX ?

**Les plantations forestières ont connu une croissance fulgurante au cours de ces dernières décennies, passant de 167,5 millions d'hectares (ha) en 1990 à 277,9 millions d'ha en 2015 à l'échelle du monde. Elles ont vocation à atténuer la pression exercée sur les forêts naturelles et à parer à une éventuelle pénurie de bois ainsi que d'autres produits forestiers, du fait d'une augmentation de la consommation mondiale. En cela, elles répondent à un impératif environnemental, économique et social. Mais la foresterie de plantation suscite quelques inquiétudes dès lors qu'elle se transforme en sylviculture intensive. D'où la nécessité de promouvoir des méthodes de gestion forestière durables.**

## ► LE REBOISEMENT, UNE TRIPLE EXIGENCE ENVIRONNEMENTALE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

D'après la FAO, le reboisement est le « rétablissement d'une forêt par plantation et/ou ensemencement délibéré sur des terres classifiées comme forêts ». Il s'agit d'une opération qui consiste à régénérer artificiellement une forêt naturelle détruite par une série de causes (surexploitation, incendie, etc.).

Les forêts plantées sont donc d'une grande utilité : sur le plan environnemental, elles participent à la conservation des forêts naturelles en réduisant la déforestation, en améliorant et en restaurant les terres dégradées, en séquestrant le dioxyde de carbone et en luttant contre le changement climatique. Les plantations peuvent également être utilisées pour réguler le cycle de l'eau, réduire l'érosion des sols et atténuer la désertification ; sur le plan économique, les forêts plantées peuvent créer des opportunités d'emploi et des revenus pour les communautés locales, tout en contribuant à la dynamisation des économies régionales et nationales dans certains pays, comme le Brésil, le Chili et la Nouvelle-Zélande ; sur le plan social, elles peuvent offrir, notamment dans le cadre de systèmes agroforestiers, différents produits forestiers (bois, bois de chauffage, paillis), ainsi que plusieurs services écosystémiques.

Mais ce que certains préfèrent qualifier de « plantation d'arbres » plutôt que de forêts sont souhaitables pour autant qu'elles ne conduisent pas à certaines dérives.



## LA SYLVICULTURE INTENSIVE, UNE FAUSSE BONNE SOLUTION !

La sylviculture désigne l'ensemble des techniques permettant la création et l'exploitation rationnelle des forêts tout en assurant leur conservation et leur régénération. De nos jours, elle tend à recourir à des traitements intensifs (monocultures, pesticides) qui garantissent une productivité plus élevée. On constate notamment en France un réel engouement pour la culture intensive du douglas par rapport à d'autres essences d'arbres (chêne), car le douglas « a la particularité de pousser vite et de donner un bois résistant », toute chose qui permet aux industriels de vendre plus.

Cependant, ces méthodes intensives entraînent, entre autres, une perte de biodiversité, de fertilité des sols, ainsi que des risques élevés de maladies parasitaires et d'incendies. Pour ne parler que de l'effet sur la biodiversité et la fertilité des sols, l'insecticide *Suxon Forest* contient une substance toxique (imidaclopride) qui ravage les abeilles, tandis que « les aiguilles de pin se décomposent très lentement (...) et donnent un humus acide qui entraîne un appauvrissement en chaîne de tout le milieu ».



Par ailleurs, la mise en place de plantations à grande échelle entrave souvent l'accès des communautés agricoles à la terre et une perte de leurs moyens d'existence.

## VERS DES PLANTATIONS FORESTIÈRES DURABLES

Il ne faut pas planter des arbres pour le simple plaisir de les planter. Il faut en optimiser les effets environnementaux, économiques et sociaux, en employant des techniques de conception, de plantation et de gestion forestière durable. Par exemple, à la place des monocultures, il serait plus intéressant de promouvoir des plantations mixtes, composées de plusieurs espèces, car cela permet d'accroître la productivité, la résistance et la résilience des plantations.

**Pour D'Allens Gaspard, les insectes « font très peu de dégâts dans les forêts mélangées car ils s'attaquent essentiellement aux arbres faibles mais en monoculture leurs populations atteignent de tels niveaux qu'ils dévorent aussi les arbres sains. »**

Enfin, il faut sélectionner et combiner des espèces d'arbres qui soient compatibles et adaptées aux conditions du milieu d'accueil, pour éviter notamment des incendies et la disparition des arbres plantés à moyen ou long terme.

En somme, les plantations forestières ne doivent pas se faire au prix d'un appauvrissement des écosystèmes. Elles doivent plutôt les protéger contre toute forme de dégradation, tout en enrichissant la biodiversité.

**Joseph Etienne Kolié**  
Volontaire

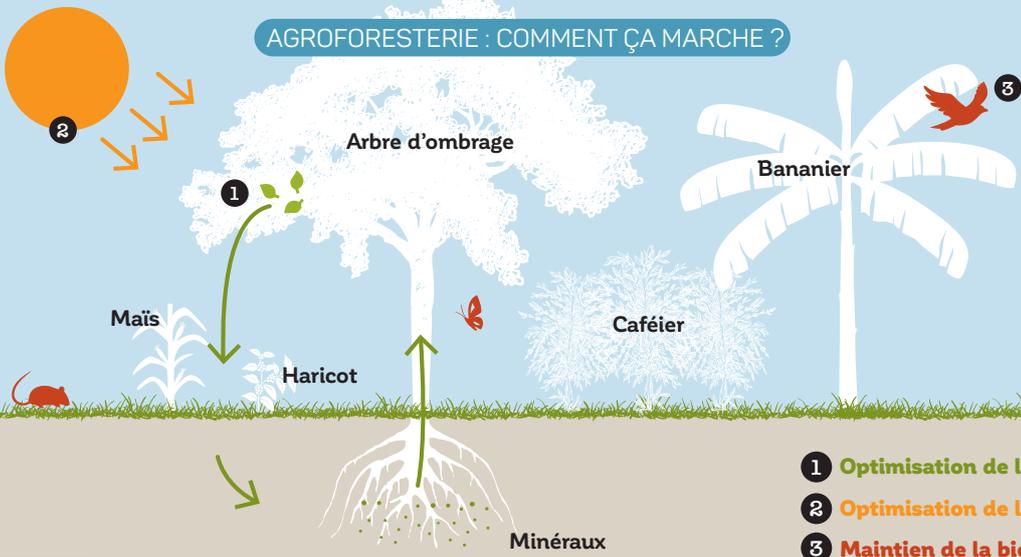


Le PEFC et le SFC sont des labels, qui permettent aux consommateurs de savoir si le bois ou ses produits dérivés qu'ils achètent proviennent d'une forêt gérée durablement.

Vous souhaitez en savoir plus ?

 **Rendez-vous sur le site de SOS Faim.**

L'agroforesterie désigne les systèmes d'utilisation des terres et les pratiques dans lesquelles les arbres sont intégrés aux cultures et/ou à l'élevage pour une variété de bénéfices et de services. (FAO, 2011).



- 1 Optimisation de la fertilité
- 2 Optimisation de la lumière
- 3 Maintien de la biodiversité

**SAHEL**

# AGROFORESTERIE : UNE SOLUTION POUR LES AGRICULTEURS FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**De juillet à octobre, les populations du Sahel cultivent leur alimentation pour l'année. Une saison des pluies courte et de plus en plus incertaine avec les changements climatiques. La forte croissance démographique de la région a également des conséquences non négligeables sur l'environnement. Implémenter des systèmes agroforestiers est alors une aubaine pour les agriculteurs.**

Au Sahel, l'agroforesterie mobilise aujourd'hui des dizaines de milliers d'agriculteurs.

La plantation d'arbres parmi les cultures a de multiples bénéfices : optimisation de la fertilité des sols\*, ombrage ou augmentation de l'humidité et de la pluviométrie locale grâce à l'évapotranspiration des arbres, préservation de la biodiversité, etc. Les acacias, par exemple, sont ainsi couramment plantés dans les champs sahéliens. Ils fournissent également du bois aux populations et du fourrage au bétail, leur présence dans un champ limite l'attaque de ravageurs et le rendement du mil qui pousse sous ses couronnes est trois fois plus important qu'en plein soleil.

Ce verdissement du paysage participe également à la lutte contre la désertification entreprise par l'initiative panafricaine de la Grande Muraille Verte (GMV). Couvrant une bande de 15 km de large et 7600 km de long (soit 11.7 millions d'ha) où les précipitations sont inférieures à 400 mm/an, cette plantation massive d'arbres a aussi pour but de répondre au bien-être environnemental et socio-économique des populations qui dépendent de ses ressources, via des jardins communautaires gérés par des femmes, le développement de l'apiculture... La reforestation de cette zone aride répond aux Objectifs du Développement Durable établis par les Nations Unies : « préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, (...), lutter contre la désertification, (...) et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité ». Il est donc important de valoriser les espèces qui s'y développent naturellement mais aussi de diversifier les espèces. Et l'agroforesterie trouve d'autant plus son intérêt dans un contexte climatique sahélien instable et incertain.

\*Enrichissement en matières organiques et formation d'humus grâce aux feuilles qui tombent, amélioration de l'activité biologique et remontée par les racines profondes d'éléments minéraux.

**Aurore de Mahieu**  
Volontaire





# CONTRE LA DÉFORESTATION, agir sur le terrain et réduire l'impact européen

**A l'heure d'écrire ces mots, les forêts de ce monde sont de nouveau en proie aux flammes. Huit millions d'hectares ont déjà brûlé cette année dans la région arctique de la Russie, alors qu'en Amazonie brésilienne on dénombre, pour le mois de juillet, 28% d'incendies en plus par rapport à 2019.**

Si l'augmentation du nombre d'incendies dans les pays du Nord peut être mise sur le compte du réchauffement climatique et sur l'augmentation des températures et des sécheresses, il convient de prendre conscience que les hectares de forêts partant chaque année en fumée dans les zones tropicales de notre planète sont bel et bien le résultat d'une déforestation massive liée à nos modes de consommation. Selon le Comité économique et social européen, entre 1990 et 2008, la consommation des Européens était ainsi responsable de 36% de la déforestation liée au commerce mondial. Aujourd'hui encore, 10% de cette déforestation sont toujours engendrés par les activités économiques de l'Union. Ainsi, si nous prenons l'ensemble des produits agricoles et d'élevage responsables du déboisement dans le monde, 33% et 8%, respectivement, de ces produits sont importés et consommés dans nos pays. C'est ce que l'on appelle la déforestation importée.

L'Europe prend toutefois des mesures afin de limiter son impact sur les forêts du monde. Ce fut le cas récemment avec sa nouvelle stratégie en faveur de la biodiversité adoptée en mai 2020, en 2003 avec son plan d'action FLEGT (acronyme anglais pour Applications des réglementations forestières, Gouvernance et Echanges commerciaux) ou encore en 2010 avec le règlement sur le bois de l'Union européenne (RBUE). Il faut comprendre que les années qui arrivent devraient être celles des forêts : l'ONU en a décidé ainsi en faisant de la période 2021-2030 la « Décennie pour la restauration des écosystèmes », lançant dans la foulée son « Plan stratégique pour les Forêts » visant une augmentation de 3% de la surface forestière mondiale.

Seulement, entre régulation et application, il y a un pas. Depuis l'avènement de Jair Bolsonaro à la Présidence brésilienne, les subventions allouées aux ONG brésiliennes travaillant à la conservation des forêts ont été supprimées. Comme en atteste Greenpeace Brésil, cette surveillance constante est pourtant primordiale en Amazonie où 99% de la déforestation se pratique de manière illégale par des agriculteurs ou des industriels désireux d'étendre leurs parcelles. Exemple parmi tant d'autres pour montrer que, s'il est en effet urgent, ici, de réguler, il est aussi primordial de donner aux acteurs de ces pays les moyens de mettre en place des mécanismes de gestion et de conservation des forêts audacieux et efficaces.

Conserver, oui mais comment ?

La préservation des forêts du globe ne pourra se faire au détriment des populations locales. Rappelons que plus de 900 millions d'êtres humains dépendent des forêts pour leur subsistance. Il est grand temps de suivre les recommandations des ONG de terrain, du GIEC ou encore de la FAO, afin de mettre en œuvre des mécanismes de protection, de monitoring et de prélèvements forestiers raisonnés s'appuyant sur les connaissances et les compétences de ces populations locales. Cela est, selon nous, l'unique manière de garantir à la fois protection environnementale et justice sociale tout en garantissant, sur le long terme, une gestion forestière appropriée aux spécificités des territoires.

**Bastien Dullier**  
Stagiaire



# 3 QUESTIONS À FRANÇOIS-XAVIER DROUET

Réalisateur du documentaire  
« Le Temps des Forêts »



Projection  
le 11 octobre  
au SeeU à Bruxelles,  
dans le cadre du  
Festival  
Alimenterre



## Pour les spectateurs qui n'ont pas encore vu le film, pourriez-vous nous en faire un rapide résumé ?

C'est un voyage, un état des lieux de la forêt française au 21<sup>ème</sup> siècle qui, en traversant plusieurs régions, dresse un parallèle avec les transformations qu'a pu subir le monde agricole au 20<sup>ème</sup> siècle.

Au cours des années 60, dans l'agriculture, il y a eu l'apparition de la mécanisation, de l'utilisation d'intrants, etc. Il y a eu un changement d'échelle totale. Tout cela est en train de se produire avec la forêt aujourd'hui. C'est ce que j'ai voulu raconter à travers ce documentaire.

## Vous habitez sur le plateau des Millevaches dans le Limousin. L'envie de faire ce documentaire vient-il du fait d'habiter dans une région où les forêts se font malmener ?

Exactement. Les monocultures d'arbres ont toujours été contestées, il y a toujours eu, dans toutes les régions, des résistances, notamment de la part du monde paysan qui voyait des terres agricoles disparaître au profit de monocultures. Il y a une résistance et beaucoup de colère de la part de la population du Massif central contre l'exploitation de la forêt. Au-delà du bouleversement du paysage, on voit également énormément de dégâts environnementaux très choquants.

C'est la parole des forestiers, des personnes qui travaillent réellement dans la forêt, dans la filière bois qui m'a intéressée. Ce film, je l'ai réalisé à travers le regard d'un habitant d'un territoire, c'est un point de vue de l'intérieur et je voulais donner la parole à ces gens qui vivent cette transformation au plus profond d'eux-mêmes. Soit parce qu'ils la subissent soit parce qu'ils l'encouragent.

## Que vouliez-vous mettre principalement en avant avec ce documentaire ?

Ce que j'ai essayé de raconter dans mon film c'est le conflit entre deux conceptions du vivant, clairement. Les personnages dont je suis proche, et dont j'espère que les spectateurs se sentiront proches, ce sont les personnes qui travaillent en intelligence avec le vivant. Ce ne sont pas des naturalistes ou des activistes environnementaux. Ce sont des personnes qui sont là pour couper des arbres et récolter du bois, mais qui le font en s'appuyant sur les écosystèmes et sur les dynamiques naturelles, avec une connaissance très fine du vivant, plutôt qu'en niant les écosystèmes comme le fait actuellement le modèle dominant.

 Retrouvez l'entretien en vidéo sur le site de SOS Faim



Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles

[www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)